

# Le PS veut mettre le PTB dos au mur du pouvoir

À Molenbeek, Charleroi ou Liège, les socialistes discutent avec la gauche radicale.

**MATHIEU COLLEYN**

Ils finissent donc par s'asseoir à la même table de discussions. Dans trois grandes communes, Liège, Charleroi et Molenbeek, le Parti socialiste a décidé de prendre langue avec le PTB qui, dimanche, a fait une percée historique dans bon nombre de communes populaires où le PS fait également moisson de voix.

À Liège, le bourgmestre sortant Willy Demeyer a annoncé des discussions bilatérales avec tous les partis susceptibles de participer à une coalition, PTB compris. À Charleroi, le PTB est arrivé deuxième derrière le PS de Paul Magnette, qui garde une majorité absolue, et devant le MR d'Olivier Chastel. À Molenbeek-Saint-Jean, en Région bruxelloise, la situation est un peu plus compliquée puisque Catherine Moureaux (PS), qui a largement remporté les élections dimanche, a besoin du PTB et d'Ecolo pour éventuellement éjecter la bourgmestre sortante Françoise Schepmans (MR) de la majorité communale. Des discussions entre PS, Ecolo et PTB ont été entamées ce lundi.

Ces situations locales offrent une opportunité au Parti socialiste de

tenter de déstabiliser son rival à gauche, qu'on dit hostile à l'exercice du pouvoir. Il s'agit de le forcer à se découvrir, enregistrer son éventuel refus de gouverner et in fine, plaider son irresponsabilité. La ficelle est grosse mais le PS sera aidé par les exigences démesurées affichées par le PTB. «*Nous voulons une vraie politique de rupture qui propose une alternative au libéralisme. Nous ne participerons pas à des majorités pour y faire de la figuration et en être jeté au premier désaccord*», a prévenu Raoul Heдебouw, porte-parole du parti.

À l'intérieur du PS, la stratégie à adopter quant à la victoire du PTB fait toutefois débat. La direction du parti semble avoir fait passer un message clair: maintenir le PTB dans l'opposition. Mais, avec la FGTB wallonne, certains estiment qu'il est temps de frotter le parti de gauche à l'exercice du pouvoir. Pas sûr que cette vision l'emporte, ce qui rouvrirait la porte à des alliances PS-MR.

**«Nous ne participerons pas à des majorités pour y faire de la figuration.»**

**RAOUL HEDEBOUW**

PORTE-PAROLE DU PTB

# La répétition générale creuse le fossé entre francophones et néerlandophones

En difficulté dans les grandes villes, le MR doit constater que la gauche gagne du terrain dans l'opinion francophone. PS et Ecolo peuvent bousculer l'exécutif wallon, doucher quelque espoir à Bruxelles et compliquer les choses au Fédéral.

## LE RÉSUMÉ

**Les difficultés électorales du MR et du cdH fragilisent la majorité en Région wallonne.**

**À Bruxelles, le MR enregistre un échec historique alors qu'Ecolo fait un carton.**

**Si les tendances se confirment, la suédoise fédérale est menacée.**

**MATHIEU COLLEYN**

**D**es élections communales en guise de répétition générale pour les scrutins régional, fédéral et européen du printemps 2019. Ce 14 octobre allait-il équilibrer les équilibres politiques à l'échelle du pays, se demandait L'Echo ce week-end. Aussi locaux qu'ils soient, les résultats de dimanche démontrent que quelque chose a effectivement changé dans le paysage politique belge. Côté francophone, il est incontestablement plus vert et plus rouge (rouge PTB, entendons-nous) alors que les trois partis dits traditionnels sont en net recul. En Flandre, la N-VA conserve son bastion anversois mais le poids diminué de son alliance avec le CD&V et l'Open Vld risque de changer la donne des alliances à venir au niveau fédéral. Mais que retenir de tout cela ?

### 1. En Wallonie, le mariage MR-cdH a du souci à se faire.

Les résultats dans les cinq provinces, où les partis politiques présentent leur «marque» avant leurs personnalités, on constate un tassement général pour les trois partis traditionnels. De 4% environ pour le MR à l'exception du Luxembourg où les libéraux se maintiennent. Le PS perd quant à lui entre 5 et 7% alors que le cdH enregistre une dévaluation de 3 à 4% dans toutes les provinces wallonnes. Ces reculs profitent à Ecolo et au PTB qui bondissent un peu partout.

Ces évolutions sont de nature à inquiéter les deux alliés aux commandes de la Wallonie depuis l'été 2017. MR et cdH tentent de droitiser la politique régionale dans la foulée des orientations prises au niveau fédéral et voici que la gauche, dans son ensemble, semble vouloir progresser dans l'opinion. «La chute du MR et du cdH démontre qu'on assiste à une poussée à gauche en Wallonie», confirme Jean Faniel politologue en chef au Crisp. En outre, le PS, envoyé dans l'opposition par le coup de Jarnac de Benoît Lutgen en juin 2017, limite la casse malgré un climat d'affaires qui ne lui était pas favorable. Résultats, un MR-cdH au lendemain des élec-

tions régionales de l'an prochain risque de s'avérer un peu court pour poursuivre l'aventure centro-libérale pour cinq années de plus. D'après les projections en sièges des résultats de deux partis dans les provinces, cette majorité n'est plus possible.

### 2. À Bruxelles, les bleus sont laminés.

Dans la capitale, la poussée des verts est encore plus forte qu'en Wallonie. Ils décrochent trois mayorats (Watermael-Boitsfort, Ixelles et Forest), montent dans la majorité à la Ville de Bruxelles sur la base de résultats qui dépassaient leurs ambitions les plus optimistes. Ce mouvement s'accompagne d'une chute généralisée du MR qui, fragilisé, est exclu de nombre de communes d'importance (Ville de Bruxelles, Anderlecht, Ixelles, voire Molenbeek), perd un bastion historique (Koekelberg), se maintient malgré un ressac important (Uccle) et ne décolle pas dans des communes qui lui sont potentiellement exploitables comme Schaerbeek ou Woluwe-Saint-Lambert. Tout au plus affiche-t-il une progression à Watermael-Boitsfort où il reste dans la majorité emmenée par l'Olivier Deleuze (Ecolo) ou une belle tenue à Woluwe-Saint-Pierre, sans toutefois retrouver le pouvoir gardé par le cdH, DéFI et Ecolo.

Les libéraux sont à la fois victimes de leur isolement politique découplant d'une alliance fédérale avec la N-VA qui ne leur profite pas et de l'essoufflement de la marque MR en Région bruxelloise. En face, le PS fait mieux que résister après le scandale du Samusocial et privilégie des alliances progressistes avec Ecolo là où cela est possible. Les résultats de ces élections lui permettent de faire payer au MR son cavalier seul au niveau fédéral et de placer son curseur à gauche. L'éjection du MR à Koekelberg, Bruxelles, Ixelles et Anderlecht confirme une stratégie anti-MR du PS dans la capitale.

En résumé, ça ne sent pas bon pour un MR bruxellois qui n'en peut plus de l'opposition régionale. Maigre consolation, la N-VA et ses 7 élus échouent à séduire un électoral francophone de droite au niveau communal. De son côté, le PS enregistre des reculs parfois sévères et va devoir s'habituer à la présence renforcée du PTB dans de grosses communes populaires (Anderlecht, Molenbeek, Ville de Bruxelles et Forest par exemple). A l'occasion de ce scrutin local, DéFI déçoit largement les attentes en stagnant plutôt qu'en progressant, mais reste un partenaire potentiel du PS et d'Ecolo à l'échelon régional. De son côté, le cdH, malgré des participations au pouvoir dans plusieurs communes et l'avènement d'un nouveau bourgmestre à Ganshoren (Pierre Kompany, père de Vincent le footballeur), ne parvient pas vraiment à enrayer son dé-

clin électoral qui lui coûte des sièges dans plusieurs communes. Ces tendances risquent fort de se répéter, voire de s'accroître, lors des élections de mai prochain.

### 3. Des mamours PS-PTB... de façade ?

À Molenbeek, Liège et Charleroi, le Parti socialiste a entamé des discussions avec le PTB. Une première pour ces deux ennemis de gauche. Nombre d'observateurs estiment qu'il s'agit là surtout d'un coup de bluff servant à démontrer que le PTB ne veut pas prendre ses responsabilités et embrasser le pouvoir même quand les urnes le lui permettent. Une petite séance de décrédibilisation qui n'est pas pour déplaire au PS qui voit le PTB le saigner dans quelques-uns de ses bastions. Au final, des alliances entre PS et MR, comme à Verviers, pourraient sortir de ces processus. À l'intérieur du PS, certains estiment toutefois qu'il serait peut-être temps de mouiller les radicaux de gauche afin de montrer au monde l'irréalisme de leur programme. Ces premiers contacts dans ces trois grandes villes font dans tous les cas office de test pour le PTB.

### 4. La N-VA s'en sort plutôt bien. La suédoise beaucoup moins.

«Plutôt qu'une poussée à gauche, on assiste en Flandre à une recomposition à droite et à l'extrême droite d'un côté, et à gauche de l'autre», constate Jean Faniel. Au regard des résultats dans les provinces du Nord, la coalition au pouvoir au niveau de la Communauté flamande (N-VA, CD&V, Open Vld) «souffre mais tient bon», ajoute le politologue. Par contre, il faut bien constater une remontée du Vlaams Belang qui pourrait se poursuivre dans les prochains mois et nuire aux intérêts de Bart De Wever.

Quelles conséquences pour le niveau fédéral ? Avec une Belgique francophone qui braque à gauche et une Belgique néerlandophone qui demeure majoritairement de droite, le fossé entre les deux principales communautés du pays semble se creuser, faisant le lit de la théorie inlassablement répétée de Bart De Wever. On parle du pays et de ses deux démocraties. Conséquences possibles des tendances qui se dégagent depuis dimanche, la coalition suédoise (N-VA, CD&V, Open Vld et MR comme unique partenaire francophone) en place depuis 2014 n'aura peut-être plus de majorité en 2019. «C'est une mauvaise nouvelle pour la N-VA au plan socio-économique», relève Jean Faniel. Sur le plan institutionnel, par contre, la N-VA pourrait «retomber sur ses pattes» en y trouvant l'occasion de relancer une nouvelle offensive vers le confédéralisme qu'ils appellent de leurs vœux en prélude à l'indépendance de la Flandre. On sent dans l'air comme un parfum de blocage communautaire.

Pascal Delwit (ULB)

## «Une mauvaise compréhension au MR des grands centres urbains»

### INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

**P**ascal Delwit, politologue à l'ULB, tire pour L'Echo les principaux enseignements du scrutin communal de dimanche dernier.

**Le PS qui se maintient en dépit des affaires, n'est-ce pas la véritable surprise de ce scrutin?**

Le PS se maintient d'une manière relative. Il ne perd pas de mayorats importants et garde la main dans les grandes villes wallonnes. Mais il recule néanmoins partout, parfois sensiblement d'ailleurs. De plus, il ne parvient pas à regagner du terrain là où il en avait perdu au scrutin précédent, comme à Namur ou à Courcelles par exemple. Il reste que la sociologie de certaines villes wallonnes fait que le PS ne peut être battu, même par Ecolo.

**Avec le PTB aux portes du pouvoir à Molenbeek, Liège et Charleroi, quelle stratégie s'ouvre pour le PS?**

Plusieurs éléments entrent en ligne de compte. Premièrement, certains cadres du PS en ont marre de recevoir des leçons du PTB et souhaitent dès lors les mettre à l'épreuve du pouvoir. Deuxièmement, il y a aussi au PS la crainte d'effaroucher un électoral qui considère le PTB comme un parti dangereux. Troisièmement, l'attitude du PTB ne facilite pas la tâche de ses partenaires

éventuels en raison de la nécessité de devoir actionner des leviers autres que communaux. Ainsi, lorsque le PTB exige la gratuité des transports en commun ou de revoir le salaire des bourgmestres, on se situe au niveau régional. Quatrièmement enfin, le PTB envoie régulièrement des messages contradictoires: une fois, il veut aller au pouvoir; la fois suivante, il ne veut plus. Je pense que le PTB voudrait se lancer dans l'une ou l'autre commune en guise d'expérience test, mais certainement pas partout en même temps.

**«Certains cadres du PS en ont marre de recevoir des leçons du PTB.»**

PASCAL DELWIT

POLITOLOGUE À L'ULB

**Comment expliquez-vous le mauvais résultat du MR à Bruxelles?**

Il y a dans le chef du MR une mauvaise compréhension de l'évolution des grands centres urbains. La campagne d'Alain Courtois est illustrative à cet égard. Il vient avec des thèmes comme la migration, la sécurité ou la suppression de zones 30...

**Le MR ne paie-t-il pas aussi le prix de son alliance au Fédéral avec la N-VA?**

À Tournai oui. Ailleurs, c'est moins évident. Il n'est certes pas exclu qu'une partie de l'électorat MR ait été effarouchée par la position très droitière de Charles Michel ainsi que par le manque de répondant sur les défis climatiques. C'est ce qui peut expliquer le recul des libéraux à la lisière sud de Bruxelles et dans le Brabant wallon.

**La vague verte est-elle durable?**

Dans les communes où Ecolo était déjà installé, on n'observe pas de reflux. Quant à savoir si cette vague verte pourra se traduire au Fédéral et régional en mai prochain,

cela dépendra en grande partie de l'agenda global auquel Ecolo est plus sensible que les partis traditionnels. Cet agenda ne devrait pas être bouleversé d'ici mai 2019, mais on n'est jamais à l'abri d'un attentat, d'une crise migratoire ou d'une crise bancaire. Ceci étant, le socle est encourageant pour Ecolo, d'autant que l'attitude des trois partis traditionnels est d'embrasser les défis environnementaux dans la rhétorique plutôt que dans l'action.

**La N-VA a-t-elle déçu?**

Il faut distinguer Anvers du reste de la Flandre. Le fait que l'on ne se soit pas retrouvé dans une situation de blocage à Anvers est un soulagement pour Bart De Wever. Ailleurs, la N-VA recule. Son score aux provinciales est de 25%, loin des 32% de 2014. Le parti est confronté au retour en force du Vlaams Belang. Il est pris dans une équation compliquée. S'il dit à Theo Francken de ne plus entretenir l'agenda ethnocentrique, il risque de laisser la thématique au Vlaams Belang. Si au contraire, la N-VA poursuit sur cet agenda, le Vlaams Belang en tirera profit également. Au final, je pense que la N-VA va rester sur la ligne ethnocentrique, car le parti est confronté au même problème que le MR, à savoir qu'il n'y a pas beaucoup de bonnes nouvelles à annoncer au niveau fédéral: la croissance reste faible et les objectifs budgétaires ne sont pas atteints.

**Si le Vlaams Belang devait remporter le mayorat à Ninove, serait-ce un précédent dangereux?**

Cela signifierait une rupture du cordon sanitaire. On entrerait alors dans un nouveau registre et cela changerait complètement le statut de la N-VA. Cela rendrait aussi très difficile une alliance avec des partis francophones, même avec le MR.

## La fin de l'ère Di Rupo est amorcée au Parti socialiste

Après 18 années passées à la tête de la ville de Mons, le président du Parti socialiste Elio Di Rupo va quitter le poste de bourgmestre au profit de Nicolas Martin, qui a réalisé un score sans appel de 10.681 voix de préférence dimanche.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**A** Mons, à côté du match entre le PS et la liste Mons en Mieux emmenée par le brouillant Georges-Louis Bouchez, le véritable enjeu de ce scrutin tournait autour du duel interne entre le bourgmestre socialiste Elio Di Rupo et son successeur désigné Nicolas Martin. Un combat «surjoué» qui a visiblement fait assez d'ombre à Georges-Louis Bouchez pour que le PS sauve sa majorité absolue à Mons avec à peine 23 sièges sur 45.

**La dernière pour Elio Di Rupo**

Le suspense, relancé ces derniers jours par

un Elio Di Rupo rentré tard en campagne mais bien décidé de montrer qu'il n'avait pas dit son dernier mot, a tenu ses promesses jusqu'en fin de soirée.

Certains laissaient même entendre que Elio Di Rupo entendait récolter le plus de voix de préférence et ainsi, conformément au décret wallon, remplir au mayoral de la cité du Doudou. «La population choisira. Sera bourgmestre l'homme ou la femme qui aura le plus de voix dans le parti le plus important de la majorité. Cette question ne se pose pas», avait même lâché Elio Di Rupo en fin de campagne relançant du même coup le suspense dans une campagne longtemps polarisée par la paire Nicolas Martin et Georges-Louis Bouchez. Un coup de grâce? Ou un retour en

force, orchestré entre Di Rupo et Martin afin de mettre à terre leur adversaire libéral.

**Score plus mitigé**

Il aura finalement fallu attendre jusque 23h

dimanche soir pour que le résultat au niveau des voix de préférence tombe et enfin connaître le nom du nouveau bourgmestre de Mons. Avec un score sans appel de 10.681 voix de préférence contre 6.024 il y a six ans, Nicolas Martin réalise une belle perfor-

mance et succédera au poste de bourgmestre occupé par Elio Di Rupo ces 18 dernières années.

Si d'un côté on peut parler d'une belle victoire pour Nicolas Martin qui devient le nouvel homme fort de la cité du Doudou, Elio Di Rupo tournera d'ici quelques mois la page mayoral sur un score plus mitigé. Alors qu'il caracolait encore à 14.378 voix de préférence il y a six ans, le président du PS a réalisé un score personnel de 7.664 votes, perdant du même coup la moitié de ses voix de préférence. Il n'a pas manqué de saluer la victoire de son successeur. «Je le félicite chaleureusement. Il sera un excellent bourgmestre.» Cette étape franchie, on peut parler d'une

fin de règne qui s'amorce pour Elio Di Rupo au sein du Parti socialiste. Après Mons, Elio Di Rupo s'apprête à remettre son mandat de président du parti socialiste après les élections législatives de mai 2019.

**Bouchez crie victoire**

Cette passation de pouvoir ne doit pas éclipser le bon résultat de la liste Mons en Mieux de Georges-Louis Bouchez qui a gagné trois sièges par rapport à la liste MR de 2012. Cela dit, malgré cette progression, le PS ne semble pas disposé à ouvrir sa majorité à Mons en Mieux. «Ce serait difficile d'ouvrir à cette liste, mais il est encore un peu tôt pour évoquer ce dossier», estime Nicolas Martin qui rappelle, dimanche soir, son souhait d'ouvrir sa majorité à une ou des formations politiques. «Nous devons encore discuter en interne. Nous sommes conscients du signal fort lancé par l'électeur. Je prendrai contact avec différentes formations montoises dans le cadre de l'ouverture de notre majorité dont, bien entendu, Ecolo.»

STEVEN VANDEPUT

**Boucler le dossier des F-16 avant le retour à Hasselt**

Le ministre de la Défense Steven Vandeput (N-VA) deviendra, le 1<sup>er</sup> janvier prochain, bourgmestre d'Hasselt. Il quittera, comme il l'avait annoncé, ses fonctions au sein du gouvernement fédéral. Mais il espère d'ici-là pouvoir encore boucler le dossier du remplacement des F-16. «Ce serait beau si je pouvais conclure les gros investissements», a-t-il fait savoir hier.

À Hasselt, Steven Vandeput a réalisé 28,7% des voix. À la surprise générale, il a

conclu dès dimanche soir un accord de majorité avec l'Open Vld (10%) et le cartel RoodGroen (25%), laissant ainsi sur la touche son ancien partenaire de majorité, le CD&V (21%) et la bourgmestre sortante Nadja Vananroye. Un des deux nouveaux échevins libéraux sera Frank Dewael, qui n'est autre que le fils de Patrick Dewael, ancien ministre et président de parti.

On ne sait pas encore qui succédera à Steven Vandeput à la Défense. **J.-P.B.**

BART DE WEVER

**Le patron de la N-VA tend la main aux écologistes**

Reconduit comme bourgmestre d'Anvers, Bart De Wever n'a pas encore de coalition. «Nous allons parler avec tout le monde, aucune porte n'est fermée pour le moment», a-t-il fait savoir. Plusieurs formules sont en effet envisageables. Une reconduction de la coalition suédoise (avec le CD&V et l'Open Vld) n'offre qu'une faible majorité. Or Bart De Wever souhaite un conseil communal «stable et fort». Il s'adressera à Groen, devenu le deuxième parti dans la métropole anver-

soise. Chez les verts, on ne saute pas d'enthousiasme mais on ne ferme pas complètement la porte non plus. «Nous allons écouter ce que Bart De Wever a à dire», a fait savoir Wouter Van Besien.

Mais il n'y a pas qu'Anvers qui occupera Bart De Wever au cours des prochains jours. En tant que président de parti, il devra aussi s'occuper du cas de Ninove où se pose la question d'une alliance avec le Vlaams Belang (lire page 7). **J.-P.B.**

## Marghem renvoyée à ses centrales nucléaires

Le match PS-MR a tourné au vinaigre pour la libérale Marie Christine Marghem à Tournai. En coalition avec le PS de Rudy Demotte ces 6 dernières années,

on savait que ces deux-là ne pourraient plus gouverner ensemble. «Les propos de Marie Christine viennent de sceller une impossibilité d'alliance avec le MR», avait d'ailleurs lancé Rudy Demotte sur les plateaux de la RTBF à la veille du scrutin.

Dimanche soir, les choses n'ont pas tardé à se décanter. Le PS, qui reste en tête du scrutin malgré son important recul (-6% et la perte de 2 sièges), a décidé de s'allier avec les écologistes qui sont les grands gagnants des élections locales.

Mais derrière cette prise de bec entre les anciens alliés, on retiendra aussi le mauvais score de la ministre de l'Énergie

à Tournai. Championne des voix de préférence en 2006 et 2012, elle paie la note de sa gestion «compliquées» des dossiers énergétiques au Fédéral avec les risques de black-out et les prix de l'énergie qui sont en hausse suite à l'indisponibilité des réacteurs nucléaires. Certains libéraux estiment même qu'une partie du recul du MR en Wallonie et à Bruxelles s'explique notamment par le fiasco qui entoure la gestion des dossiers énergétiques au Fédéral. L'électeur tournaisien semble en tout cas avoir été influencé par cette situation problématique en sanctionnant Marie-Christine Marghem.

En 2012, la libérale avait obtenu un score de 7.911 voix de préférence, devançant même Rudy Demotte. Dimanche, elle a obtenu 4.179 voix de préférence, soit une chute de 3.730 voix. **F.-X.L.**

**Championne des voix de préférence en 2006 et 2012, Marie Christine Marghem (MR) semble payer la note de son action au Fédéral.**



## Les tops

**Benoît Lutgen (cdH)**

Le président du cdH gagne plus de 60% des voix à Bastogne, contre son frère.

**Catherine Moureaux (PS)**

La cheffe de file du PS à Molenbeek sort gagnante du duel serré avec le MR.

**Pierre Kompany (cdH)**

Le papa de Vincent s'impose en tête des suffrages à Ganshoren.

**Paul-Olivier Delannois (PS)**

Le nouveau bourgmestre de Tournai a battu M. C. Marghem et R. Demotte.

**Christos Doukeridis (Ecolo)**

À Ixelles, plus d'un citoyen sur trois a voté pour le candidat Ecolo.

**Emir Kir (PS)**

Sa liste a enregistré 47,3% des voix dimanche à Saint-Josse-ten-Noode.

**Cédric Hallin (ex-cdH)**

Lanceur d'alerte de l'affaire Publi-fin, il décroche la majorité absolue du scrutin à Olne.

**Olivier Malgain (DéFI)**

À Woluwe-Saint-Lambert, il totalise le plus grand nombre de voix bruxelloises.

**Jean-Michel Javaux (Ecolo)**

L'ex-président d'Ecolo remporte à Amay un score fararnieux de 54% des voix.

**Claude Eerdeken (PS)**

Le plus ancien bourgmestre de Wallonie garde la majorité absolue à Andenne.



## Les flops

**Jean-Pierre Lutgen (MR)**

Le duel fratricide de Bastogne a pris fin, Jean-Pierre n'a pas réussi à faire tomber Benoît.

**Richard Fournaux (MR)**

Le bourgmestre de Dinant a été éjecté de la majorité par la coalition de trois autres listes.

**Eliane Tilleux (PS)**

Tête de liste PS à Namur, son parti encaisse une perte d'environ 10% dans la capitale wallonne.

**M. C. Marghem (MR)**

La ministre libérale lorgnait le mayorat de Tournai mais finit renvoyée dans l'opposition.

**René Collin (cdH)**

À Marche-en-Famenne, l'actuel bourgmestre a enregistré deux fois plus de voix que René Collin.

**Alain Courtois (MR)**

Défait à la Ville de Bruxelles, le premier échevin sortant renonce à siéger au conseil communal.

**Boris Dillies (MR)**

Chef de file du MR à Uccle, son parti reste premier, mais encaisse une perte de près de 15%.

**François Bellot (MR)**

Devancé par P.-Y. Dermagne, il finit en troisième position sur la liste commune à Rochefort.

**André Antoine (cdH)**

La liste MR-Ecolo vole la première place à celle du président cdH du Parlement wallon à Perwez.

**Françoise Schepmans (MR)**

La bourgmestre sortante de Molenbeek n'obtient que 24% contre près de 32% pour le PS.

# Les libéraux font tout pour masquer leur gueule de bois

Les libéraux refusent de voir leur défaite, mettent la tête dans le sable et disent que c'est la faute au beau temps.

MARTIN BUXANT

**L**e président des réformateurs Olivier Chastel a beau y mettre tout son aplomb en assurant que le scrutin local de dimanche n'est pas un revers pour les libéraux, il n'y a pas grand monde pour y croire. Et, peu importe la direction dans laquelle les bleus regardent, le ciel est tout sauf azur. À Bruxelles, les libéraux ont subi des revers inattendus d'Ixelles à Bruxelles-Ville en passant par Molenbeek et Anderlecht. En Wallonie, le ressac pointe également puisque de Liège à Charleroi en passant par Namur – et même dans le Brabant wallon ou en périphérie bruxelloise –, les libéraux sont à la peine. Lots de consolation: le pugnace Georges-Louis Bouchez fait progresser les libéraux montois, le premier wallon Willy Borsus défend honorablement

ses couleurs, Daniel Bacquelaine également. Quelques arbres libéraux qui masquent la forêt.

Et la communication du MR – «On stabilise comme en 2012 à 99 bourgmestres» – laisse dubitatif tant elle occulte la baisse généralisée du parti sur l'échiquier local.

Comment en est-on arrivé là, mon bon monsieur/ma bonne dame?

On pourrait gloser à l'infini sur le fait que le chef de gouvernement Charles Michel ne se soit pas impliqué dans la campagne électorale. Est-ce que cela a handicapé le MR? Pour le poser simplement: on n'est pas certain qu'un Michel candidat aurait forcément inversé le cours des choses autre part qu'à Wavre et sa proche banlieue. Pareil à

Bruxelles: l'absence de Didier Reynders sur la liste libérale à Uccle a inévitablement affaibli le MR local mais les raisons du revers ne sont pas nécessairement à chercher du côté de ces absences.

En réalité, le MR navigue à vue et à contre-courant. Le libéralisme social de Louis Michel est aux oubliettes depuis longtemps, le libéral-sarkozysme qui fit les beaux jours de Reynders à la présidence en 2007 est enterré: où en sont les libéraux aujourd'hui? On peut mettre sa tête dans le sable et arguer que le scrutin local reste local, il n'en est rien, à six mois d'un scrutin XXL, il imprime des tendances qui, dans les médias, dans l'opinion publique, vont rester et dicter la petite musique de la campagne à venir. Or, quelle

est-elle précisément, cette musique? Que le MR est à droite, qu'il gouverne contre la majorité des francophones, qu'il est esseulé, qu'il est entêté et que les seuls (bons) résultats de cette politique sont le fruit de la conjoncture internationale... On passe sur le chapitre «suiveur de la N-VA/Theo Francken», car au vu de la popularité de Francken en Wallonie, c'est peut-être encore un des meilleurs arguments de vente des libéraux à l'heure actuelle.

Pour le reste, pour inverser la tendance, il va falloir sortir les rames. Il va falloir que ces libéraux-là sortent davantage en Wallonie – cette «Wallonie de gauche» qu'ils exècrent, parfois. Mais visiblement, on n'en est pas encore à l'heure de l'autocritique dans la maison bleue.

Lundi matin, avenue de la Toison d'Or, bureau de parti, Denis Ducarme a tenu un discours sur l'air de «tout va très bien, Madame la marquise»: «Nous n'avons certainement pas à rougir de nos résultats en Wallonie», a-t-il dit devant ses coreligionnaires. Charles Michel a, de son côté, matraqué le fait que l'air du temps était aux thématiques défendues par les verts: «Ils ont bien joué le coup et ont tout exploité, la peste porcine, le réchauffement climatique avec le rapport du Giec et puis, il faut admettre que le nucléaire ne nous a pas aidés.» Coup d'œil appuyé à la ministre de l'Énergie Marie Christine Marghem (qui n'a pas dit un mot). Sa gestion erratique des récentes informations au sujet de possibles black-outs reste en travers de la gorge de nombreux li-

beraux. Et puis le Premier ministre a porté une de ses estocades favorites – contre les médias. «Quand la RTBF ouvre son JT de 19h30 samedi sur le dérèglement climatique, on sait que tout est mis en place pour qu'«Ecolo gagne», ont retenu plusieurs témoins de la scène.

La Bruxelloise Alexia Bertrand a bien tenté d'adoucir la gueule de bois générale en insistant pour que les libéraux mettent en avant leurs propres solutions écologiques. «C'était courageux et bien amené, relève un participant, mais franchement, l'ambiance n'y était pas.» D'autant que Bouchez (prononcez «GL») en a remis une couche – conforté par son bon score: «Il faut quand même regarder la situation en face: dans les grandes villes en Wallonie, qui représentent 700.000 habitants, 25% de l'électorat, le MR est perdant quasiment partout. Ça ne va pas. On a un problème avec la marque MR, on ne peut se voiler la face.»

Ouvrez la pharmacie. Il va falloir quelques comprimés d'aspirine.

**«Ecolo a parfaitement exploité les failles et le nucléaire ne nous a pas aidés.»**

## Soupe à la (petite) grimace, sauf chez Ecolo et au PTB

À les entendre, ils ont tous gagné. Ou en tout cas, personne n'a perdu. Mais quand on fait parler les chiffres, on constate que seuls Ecolo et le PTB sortent vraiment grands de ce scrutin.

NATHALIE BAMPS

**C**'est à tête (un peu plus) reposée que les états-majors des partis se sont attelés ce lundi à l'examen des résultats de ces élections communales et provinciales. Un exercice dans lequel chacun tente de déceler des progressions, même si le tableau n'est pas toujours reluisant. Allons voir ce que cela donne froidement du côté des chiffres, parti par parti.

► **1. Ecolo.** A tout seigneur tout honneur. Les écologistes sont indéniablement les grands vainqueurs de ce scrutin. Au niveau provincial, on ne peut pas parler de raz-de-marée, mais les écologistes progressent partout, montant même à 24% dans le Brabant wallon pour y devenir la deuxième force politique derrière le MR. C'est d'ailleurs dans le Brabant wallon que la progression est la plus forte: +7,3%, alors qu'ailleurs, les verts font entre 1,5%

et 3% de plus qu'en 2012. Au niveau des communes, leur victoire se compte en nombre

d'élus: 100 conseillers communaux de plus (ils en ont environ 550 aujourd'hui), une présence dans une quarantaine de majorités (certaines sont encore en négociation), et enfin 3 bourgmestres supplémentaires (dont le trophée d'Ixelles).

► **2. Le PS.** Les socialistes gardent leur titre de 1<sup>re</sup> formation politique en Belgique francophone, malgré les affaires Samusocial à Bruxelles, et Publifin en Wallonie. Mais attention, dès que l'on décortique les chiffres, le tableau s'assombrit. En Wallonie du moins, où les affaires ont égratigné le parti d'Elio Di Rupo. À Liège, le PS perd 5 sièges, à Mons (fief de Di Rupo), il en perd 6, idem à Namur, et à Tournai 2. Pas négligeable. Le tableau est un peu plus optimiste à Bruxelles, où les socialistes ont limité la casse dans toutes les communes, et ont même réussi le tour de force d'éjecter le MR du mayorat de Molenbeek pour, théoriquement, y placer Catherine Moureaux. Dans les provinces, où l'élection fait figure de prétexte pour les régionales et législatives, le PS perd des plumes partout. Y compris en Hainaut et à Liège. C'est dans le Brabant wal-

lon qu'il perd le moins (3%), mais c'est là aussi qu'il est le moins fort, et de loin. Mais dans ses fiefs comme le Hainaut ou Liège, le

PS perd entre 7 et 8%.

► **3. Le cdH.** Chez les humanistes, le bilan est mi-figue mi-raisin. Certes, le président du parti, Benoît Lutgen, est sorti renforcé de son duel fratricide à Bastogne. Certes, le cdH se maintient dans les bastions que sont Namur, Mouscron, Dour et Marche-en-Famenne. À Bruxelles, le cdH gagne même un nouveau bourgmestre (à Ganshoren), et en compte à présent 4. Il ravit Dinant à Richard Fourneaux ou place le jeune Mathieu Perin aux Bons Villers. Mais à côté de cela, le parti humaniste accuse aussi des défaites, à Liège, dans diverses communes bruxelloises – grosse claque à Bruxelles-Ville malgré sa «locomotive» Joëlle Milquet. En Wallonie, le cdH perd aussi Perwez, fief du président du Parlement wallon André Antoine. Et du côté des provinciales? Là, c'est plutôt la déprime. Le cdH réalise en moyenne 15% (contre 17% en 2012). Il perd partout, alors que les résultats des provinciales sont souvent surévalués comparés aux régionales ou législatives. En Brabant wallon et à Liège, le cdH passe même sous les

10%. Il n'y a que dans le Luxembourg, là où son ancrage est le plus fort, qu'il reste encore à 31% des voix.

► **4. Le PTB-PVDA.** Le parti de Peter Mertens et Raoul Hedebouw présentait des listes

dans 16 communes en Wallonie et 7 en Région bruxelloise. Mais partout où ils sont passés, ils ont marqué des points. Le parti a triplé son nombre d'élus, passant de 50 à 156. Sur le territoire bruxellois, ils ont progressé d'environ 13%. Et les «inféquentables» d'extrême gauche ont été invités à discuter affaires avec trois bourgmestres socialistes: à Charleroi, à Liège, et à Molenbeek.

► **5. DéFI.** Pour le président du parti amarrante, Olivier Maingain, c'était champagne dimanche soir. A titre personnel du moins, puisqu'il a renforcé un peu plus sa majorité (déjà absolue) dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert, passant de 24 à 25 sièges. En Région bruxelloise, il sauve aussi la mise, maintenant ses deux bourgmestres à Auderghem et Schaerbeek. DéFI rate par contre la reconquête du mayorat de Boitsfort. Et en Wallonie, DéFI perce-t-il? Il perce, mais pas autant qu'espéré. DéFI décroche une cinquantaine d'élus et 5 conseillers provinciaux. C'est déjà ça de pris.

**Au niveau provincial, PS et cdH accusent (un peu) le coup des affaires et perdent des plumes partout.**

# Bruxelles Le PS garde ses billes et remplace le MR par Ecolo

MATHEU COLLEYN

**A** la Ville de Bruxelles, la tradition de ne jamais reconduire la majorité sortante a semblé-t-il encore de beaux jours devant elle. Depuis les années 2000, un seul élément de stabilité: le Parti socialiste. Cet état de fait rend dingues quelques adversaires politiques mais même une affaire aussi désastreuse que celle du Samusocial et une gestion chaotique d'un projet aussi important que le piétonnier du centre-ville n'a pas fragilisé l'assise locale du PS de la Ville de Bruxelles. Le mérite en revient à Philippe Close, tête de liste imprévue mais soutenue par des candidats populaires et une armée de militants dévoués. Le bourgmestre qui a succédé à Yvan Mayeur dans les conditions que l'on sait a largement fait le job. Il maintient son parti au niveau de 2012, c'est-à-dire en tête, et obtient une légitimation électorale insperée avec plus de 8.500 voix de préférence. L'ex-rugbyman boit du petit-lait.

L'autre vainqueur de ces élections à la Ville c'est Ecolo qui progresse de 12 à 16% des suffrages et de 7 à 9 sièges au conseil communal. On relèvera que cinq de ces neuf élus sont issus du partenaire néerlandophone

Groen. Le député fédéral Benoît Hellings sort avec 2.228 voix de préférence. Il a très rapidement été sollicité par le PS pour monter une nouvelle majorité à la Ville de Bruxelles.

Les verts ont l'ambition de faire de la Ville de Bruxelles un «exemple de bonne gouvernance» en pesant sur le PS qui, il faut le rappeler, détient toutes les clés du pouvoir du bois de La Cambre au plateau du Heysel en passant par la Grand-Place. Les deux formations devront notamment s'entendre sur l'enseignement, conduit de longue date par l'échevine PS Faouzia Hariche, et avec qui les relations d'Ecolo ne furent pas toujours au beau fixe ces dernières années.

Autre élément important: en délicatesse avec le sp.a après l'affaire du Samusocial, le PS a eu besoin du siège de Change. Brussels emmené par l'ex-échevine socialiste néerlandophone Ans Persoons.

## Une ville à gauche

En attendant, cet accord fait une grande victime: le MR. Mais ce dernier est également victime de lui-même. *«Les quartiers ont été métamorphosés pour trente-six raisons de manière telle que l'image et le message du néolibéralisme ne passe plus. Cette ville est passée très majoritairement à gauche»,* a analysé Alain Courtois, tête de liste libérale lors d'une

conférence de presse lundi. Il dit ne pas comprendre au vu de *«tout ce que j'ai entendu dans la campagne à propos d'un certain laxisme en matière de sécurité et de propreté que cela ne s'est pas traduit dans les urnes»*. L'échevin libéral sortant a quelque peu égratigné son propre parti en déplorant un manque de soutien. *«J'ai demandé à certains d'entrer dans le vestiaire et ils ont refusé»*, a-t-il commenté dans le langage qui est le sien. Écœuré, il ne devrait même plus siéger au conseil, annonce-t-il. La défaite est d'autant plus imbuvable pour le candidat MR que la tête de liste du PTB, Mathilde El Bakri, a rassemblé plus de voix que lui: 2.901 contre 2.760. Car il faut le signaler, le PTB est le troisième gagnant de ce scrutin communal. N'ayant obtenu aucun siège en 2012, il en dispose désormais de 6 dans le futur conseil communal. Les radicaux de gauche dépassent les 11%.

Côté déçus, on trouve aussi DéFI et sa tête de liste Fabian Maingain qui ne parvient pas à faire décoller ses couleurs. Avec 7,5% des voix et 3 sièges, il ne progresse pas malgré le trend favorable qu'on prêtait au parti d'Olivier Maingain. On pointerait encore l'échec de la N-VA de Johan Van den Driessche qui perd quelques plumes mais maintient son siège de conseiller communal.

**«Les quartiers ont été métamorphosés pour 36 raisons.»**

ALAIN COURTOIS  
TÊTE DE LISTE MR

## Molenbeek Catherine Moureaux s'apprête à venger son père

À Molenbeek, Catherine Moureaux, la fille de l'ancien bourgmestre, a créé la surprise en dansant le pion au MR de Françoise Schepmans.

NATHALIE BAMPS

**A**u cœur de Bruxelles, dans la commune de Molenbeek, il y a eu une femme triste dimanche soir (la MR Françoise Schepmans, bourgmestre en titre) et une femme heureuse (Catherine Moureaux, la socialiste, fille de l'ex-bourgmestre Philippe Moureaux).

Bourgmestre depuis 2012, Françoise Schepmans n'a pu confirmer le renversement de pouvoir qu'elle avait initié il y a 6 ans, lorsqu'elle a renvoyé le PS dans l'opposition à l'aide du cdH et d'Ecolo et viré ainsi le bourgmestre historique de la commune, Philippe Moureaux, de son siège.

Six ans plus tard, c'est par la main de la

file de Moureaux que Françoise Schepmans risque de se voir elle-même éjectée. De son poste de bourgmestre, c'est déjà une certitude. Du collège communal, le schéma n'est

pas encore clair. Mais le PS a démarré dans les communes bruxelloises une grosse opération de nettoyage des libéraux, leur retirant le pouvoir avec l'aide d'Ecolo et DéFI dans quatre communes déjà (Ixelles, Bruxelles-Ville, Anderlecht, Koekelberg). Le MR est donc en droit de craindre pour son avenir à Molenbeek. Il a perdu deux sièges (pour en avoir encore 13), alors que le PS en gagne 1 (et monte à 17).

Le PS a donc la main. Les négociations sont encore en cours. Et Catherine Moureaux, grande surprise de ce scrutin, victorieuse avec 7.137 voix de préférence (plus que son père en 2012) s'est déjà tournée vers... le PTB. L'extrême gauche explose en raflant 7

sièges (contre 1 en 2012). Encore un mauvais signe pour Schepmans. Quoique... Il semblerait en effet que le boulevard de l'Empereur ait mis un veto à toute participation du PTB dans une majorité. Mais Catherine Moureaux a quand même ouvert sa porte à l'extrême gauche, qui suffirait à elle seule pour composer sa majorité (24 sièges sur 45).

L'autre partenaire vers qui elle pourrait se tourner, c'est la liste Ecolo emmenée par Sarah Turine. Cette dernière perd quelques plumes dans son divorce d'avec Groen (un siège, comparé à 2012). Mais le profil de la tête de liste Ecolo devrait plaire à Catherine Moureaux, tant elle incarne la gauche (voire extrême gauche) écologiste. Mais pour cela, il faudra qu'elle pardonne à Ecolo d'avoir accepté de monter dans une majorité avec le MR, précipitant la chute du PS molenbeekois en 2012. Elle devra aussi embarquer le cdH pour compléter la majorité.

**Catherine Moureaux, grande victorieuse, s'est déjà tournée vers... le PTB.**

ANDERLECHT

## PS-cdH s'allient avec Ecolo et DéFI pour éjecter le MR

© PHOTO NEWS

PS-cdH, Ecolo et DéFI se sont alliés, à An-

derlecht, pour éjecter dans l'opposition le MR. Le premier échevin libéral de la commune, Gaëtan Van Goidsenhoven (photo), disposait pourtant du meilleur score personnel de la commune, avec 4.729 voix de préférence. Il promet déjà à la nouvelle majorité une véritable guerre des tranchées, une «opposition politique de résistance».

Dimanche soir encore, la liste MR-Open Vld, qui a obtenu 12 sièges, tentait de né-

gocié avec Ecolo (8 sièges) pour sortir le PS du collège des bourgmestre et échevins. Mais, fort de ses 16 sièges, la liste PS-sp. a-cdH a réussi à convaincre Ecolo et DéFI d'intégrer un axe des gauches, ou centre gauche. Et ce malgré le recul des socialistes (-5 sièges) dans la commune. Le bourgmestre en place, Eric Tomas (4.102 voix de préférence) remplira donc pour 6 ans.

N. B.

## FOREST

## Une courte majorité Ecolo, MR et cdH sur les rails

À Forest, tout le monde avait senti qu'Ecolo ferait des étincelles. Confirmation: les verts, tirés par le président sortant du CPAS Stéphane Roberti, sont devenus le

premier parti de la commune. Avec 25,3% des voix, Ecolo a empoché 11 sièges sur 37 contre 7 en 2012. Marc-Jean Ghysseles (PS), bourgmestre sortant, a perdu quant à lui des couleurs et est passé de 14 à 10 sièges (24,7%). Une contre-performance sans doute liée à l'émergence du PTB dans la commune, qui a dépassé les 10% et fait une entrée fracassante au conseil communal. Défi peut également s'estimer vainqueur avec une progression d'un peu plus de 1%.

Au cours de la nuit et après moult tractations qui ont notamment vu Marc-Jean Ghysseles déchirer un accord avec les verts, une courte majorité Ecolo, MR et cdH de 19 sièges sur 37 s'est dégagée. C'est Stéphane Roberti qui sera proposé à la fonction de bourgmestre. L'accord de majorité sera présenté au cours de la semaine. Il intégrera notamment deux priorités: «Plus de qualité de vie dans un cadre urbain sain et apaisé et une démocratie participative renforcée.»

## L'extrême droite aux portes du pouvoir à Ninove

Le 14 octobre 2018 sera-t-il le jour où le cordon sanitaire a cédé? La réponse dépendra de la tournure que prendront les événements à Ninove, ville où le parti d'extrême droite Forza Ninove est arrivé en tête avec 40% des voix, ce qui lui vaut 15 sièges sur 33. La formation est emmenée par Guy D'haeseleer, sénateur de communauté et député flamand pour le Vlaams Belang. Il a lancé un appel à la N-VA, qui a décroché deux sièges, pour former une coalition. Bart De Wever n'a pas fermé la porte, tout en rappelant qu'«en principe», il ne gouverne pas avec des extrémistes. De leur côté, les trois partis traditionnels et les verts ont d'emblée exclu l'idée de discuter avec D'haeseleer. L'actuelle bourgmestre Tania De Jonge (Open Vld) a même lancé un avertissement: «J'attends un peu de bon sens de la part de la N-VA.» Si tous les partis se mettent ensemble, ils peuvent renvoyer l'extrême droite dans l'opposition. Mais ils auront fort à faire pour ne pas apparaître comme une coalition de perdants. © ID/BAS BOGAERTS

## Liège Willy Demeyer se cherche un partenaire

Le PS liégeois reste le premier parti dans la Cité ardente malgré la perte de 5 sièges. Il doit se trouver un partenaire de majorité alors que le cdH s'est écroulé. Les jeux sont très ouverts.

NATHALIE BAMPS

Il va prendre son temps, le bourgmestre sortant de Liège, et homme fort du PS liégeois. Avec les socialistes raffant encore 30% des voix et son score personnel de 11.293 voix de préférence, Willy Demeyer a déjà l'assurance de remplir au mayorat de la ville. Mais le PS a perdu 5 sièges, et avec ses 17 sièges sur 49, il est loin d'avoir la majorité absolue. Il lui faut donc un partenaire. Et donc, Willy Demeyer va prendre le temps de bien négocier les choses. Car à Liège, la déconfiture du cdH rend le jeu très ouvert. Et très complexe...

Les humanistes - actuels partenaires du PS dans la majorité - sont les grands perdants de ces élections: ils ne font plus que la moitié de leurs voix, et ont perdu 4 sièges sur les 7 dont ils disposaient. Exit donc le cdH à Liège? On en saura plus ce soir ou demain. Mais clairement, le PS peut se tourner vers d'autres horizons.

La logique voudrait que son regard se porte d'abord vers le MR, second parti avec 10 sièges. La tête de liste Christine Defraigne attend de voir. «Nous avons été invités, nous sommes la deuxième formation politique dans la ville. À Charleroi, Paul Magnette a aussi invité la deuxième formation. C'est le PTB...»

Le MR liégeois se dit en tout cas prêt à prendre ses responsabilités, «même si ce ne sera pas facile», concède Christine Defraigne, tant les défis sont énormes: qu'ils soient sociaux, environnementaux, budgétaires (notamment avec l'explosion du coût des

pensions à 72 millions en 2023). «Mais nous sommes des gens responsables, et nous n'avons pas d'a priori.»

Mais, même si le MR s'est maintenu, le PS liégeois pourrait opter pour la mise à l'écart et la constitution d'un front progressiste, à gauche. Le MR a beau être deuxième, il n'est pas incontournable. La FGTB liégeoise l'a d'ailleurs déjà bien compris. Hier après-midi, elle mettait déjà la pression en lançant un appel au front des gauches.

Celui qui pourrait alors parfaitement faire l'appoint, c'est le PTB de Raoul Hedebouw. Avec une progression de 7 sièges (il en a aujourd'hui 9), il se place en partenaire potentiel. Mais le PS risquera-t-il de s'embarquer avec son plus grand rival? Le mouiller au pouvoir pourrait être une stratégie, pour autant qu'ils arrivent à trouver un certain d'entente sur un projet de ville.

Ce qui n'est pas gagné non plus tant l'opposition des idées a été dure durant la législature. Et puis, encore faudrait-il que le PTB lui-même veuille monter au pouvoir...

Reste alors, en embuscade, les écologistes citoyens de Vert Ardent. Eux aussi ont réalisé un bon score et décrochent 8 sièges au conseil communal. Mais un peu juste pour piloter la ville seuls avec le PS. C'est là que le cdH pourrait faire son retour sur l'avant-scène... En reconduisant la majorité PS-cdH, en l'y adjoignant Vert Ardent, la coalition obtiendrait 28 sièges sur les 49. Une majorité solide, et qui renverrait alors le MR de Christine Defraigne à l'opposition. Un coup dur politiquement, mais qui reste envisageable. Seul écueil à ce scénario: outre la défaite du cdH, les relations entre les deux partis sont fortement dégradées.

## CHARLEROI

## Paul Magnette invite le PTB à la table des discussions

À Charleroi, Paul Magnette n'entend pas précipiter les choses après le scrutin et un bilan en demi-teinte pour la majorité sortante PS-MR-cdH qui a perdu neuf

sièges. Même si le PS sauve de justesse sa majorité absolue avec 26 sièges sur 51, le bourgmestre sortant a endossé ce lundi le costume d'informateur et va entamer une série de consultations cette semaine avant de réellement se lancer dans les négociations en vue d'ouvrir la majorité à un autre parti politique.

Paul Magnette doit notamment rencontrer cette semaine les syndicats dont

la FGTB. Il doit également avoir des contacts avec les représentants du conseil consultatif ainsi que ceux du conseil de participation.

Dans la foulée, l'homme fort du PS carolo va inviter le PTB à la table des discussions. Grand vainqueur des élections dans la métropole carolo, le parti des travailleurs devient la deuxième force politique de la ville avec 9 sièges. «Nous allons discuter, mais nous ne sommes pas là pour

être la cinquième roue du carrosse ou jouer les appoints par rapport à la réalisation du programme du Parti socialiste», prévient cependant Germain Mugemangango, le porte-parole du parti qui rappelle quelques points que le PTB avait mis en avant dans son programme: une croissance du nombre de logements sociaux, des emplois publics et l'engagement de moyens pour la lutte contre la pauvreté.

F.-X.L.

«Nous sommes des gens responsables, et nous n'avons pas d'a priori.»

CHRISTINE DEFRAIGNE  
TÊTE DE LISTE MR À LIÈGE

# Ice-Watch va quitter Bastogne

Le fondateur d'Ice-Watch n'en démord pas. Il va quitter le centre de Bastogne. Ses employés voudraient aller au Grand-Duché.

NICOLAS KESZEI

Il fallait tendre l'oreille dimanche soir et bien écouter les dernières paroles prononcées par Jean-Pierre Lutgen, le CEO d'Ice-Watch, en annonçant la défaite de la liste Citoyens + face à celle de son frère, le

bourgmestre Benoît Lutgen. «Ma vie n'est plus à Bastogne», concluait-il avant de tirer sa révérence. Il ne bluffait pas. Contacté ce matin, le fondateur d'Ice-Watch nous a confirmé sa volonté de déménager ses bureaux du centre de Bastogne vers le zoning de Bastogne où il possède déjà un vaste entrepôt. En réalité, Jean-Pierre Lutgen l'a toujours assuré: en cas de défaite aux élections, il déménagerait le siège de sa société situé en plein cœur de Bastogne, sur la place Général Mc Auliffe. Il semble que la décision soit irrévocable. Ce matin, l'homme d'affaires nous a confirmé sa volonté de déménager du centre vers le zoning d'ici la fin de l'année au plus tard. Hier déjà, il nous expliquait son ras-le-bol de se voir mettre des bâtons dans les roues par rapport à ses projets de développement économique. On se souviendra notamment que l'homme avait été confronté à des problèmes d'urbanisme

dans le cadre du chantier de ses bureaux inaugurés en mai 2007 en plein centre de la ville dirigée par son frère, Benoît Lutgen. In fine, en septembre dernier, Jean-Pierre Lutgen avait fait enlever les pavés du parking situé à côté de ses bureaux, parking qui n'accueillait plus aucune voiture depuis quelques mois. «Comment voulez-vous que je reste ici? Je n'ai plus de parking, mon bâtiment n'est plus digne de recevoir des invités», nous a expliqué le CEO d'Ice-Watch.

Mais ce mouvement pourrait se faire en deux temps. En effet, Jean-Pierre Lutgen nous a confié que ses employés avaient toujours émis le souhait d'émigrer vers le Grand-Duché du Luxembourg. «Toute la province du Luxembourg est sous assistance du Grand-Duché, je suis le seul à avoir résisté», nous a-t-il expliqué. Ne faites pas dire à Jean-Pierre Lutgen qu'il va partir au Grand-Du-

ché, mais il laisse entendre qu'il écouterait ses employés, tout en précisant qu'il cherche à reloger ses bureaux dans une zone où il y aura moins de problèmes administratifs. «On va réfléchir à un endroit plus accueillant, tout en gardant les équipes en place, a-t-il encore ajouté. En tant qu'entrepreneur, le développement économique ne peut se faire qu'en accord avec le politique, ça n'a pas été le cas par le passé, cela ne l'est toujours pas et il n'y a aucun signe que ce le soit dans le futur», déclarait-il dimanche, à l'issue des résultats.

**«Comment voulez-vous que je reste ici? Mon bâtiment n'est plus digne de recevoir des invités.»**

JEAN-PIERRE LUTGEN  
CEO D'ICE-WATCH

## Magnette et Maingain champions de la popularité

### TOP 10 DES VOIX DE PRÉFÉRENCE OBTENUES EN WALLONIE

	Voix de préférence	Entité
1 MAGNETTE Paul	22.475	Charleroi
2 PRÉVOT Maxime	12.825	Namur
3 DEMEYER Willy	11.293	Liège
4 MARTIN Nicolas	10.681	Mons
5 DI RUPO Elio	7.664	Mons
6 GOBERT Jacques	6.850	La Louvière
7 TAQUIN Caroline	6.401	Courcelles
8 DEFRAIGNE Christine	6.277	Liège
9 TILLIEUX Eliane	6.203	Namur
10 DEVIN Laurent	6.194	Binche

### TOP 10 DES VOIX DE PRÉFÉRENCE OBTENUES À BRUXELLES

	Voix de préférence	Entité
1 MAINGAIN Olivier	8.512	Woluwe-St.-L.
2 CLOSE Philippe	8.501	Ville de Brux.
3 CLERFAYT Bernard	7.927	Schaerbeek
4 MOUREAUX Catherine	7.133	Molenbeek
5 SCHEPMANS Françoise	6.468	Molenbeek
6 DILLIÉS Boris	5.656	Uccle
7 VAN GOIDSENHOVEN G.	4.729	Anderlecht
8 TOMAS Eric	4.102	Anderlecht
9 DE WOLF Vincent	3.984	Etterbeek
10 PICQUÉ Charles	3.793	St.-Gilles

Source: Belga

Paul Magnette en Wallonie et Olivier Maingain à Bruxelles sont les hommes politiques qui ont recueilli le plus de voix de préférence lors du scrutin de dimanche. Notons qu'en taux de pénétration (autrement dit, le nombre de voix proportionnellement à la taille de la commune), Yves Besseling (liste du Bourgmestre, Vaux-sur-Sûre) est numéro 1 avec 64,3%.